

<https://enseignants.se-unsa.org/2S2C-bilan-et-perspectives>



2S2C : bilan et perspectives...

- Je suis... - Prof d'EPS - Métier -

Date de mise en ligne : lundi 13 juillet 2020

Copyright © ENSEIGNANTS DE L'UNSA - Tous droits réservés

À l'origine, le dispositif Sport santé culture civisme, communément appelé 2S2C, avait pour objectif premier d'assurer l'accueil des enfants sur le temps scolaire lorsque ces derniers ne pouvaient pas être en présence de leur professeur compte tenu des mesures de distanciation à respecter en raison de l'épidémie de covid-19.

À ce titre, il avait été inscrit dans la circulaire du 4 mai relative à la réouverture des écoles et établissements et aux conditions de poursuite des apprentissages ([relire notre article](#)).

Cependant, les propos réitérés de Jean-Michel Blanquer, veille de départ en congés d'été, ont laissé présager une continuité du dispositif même hors crise sanitaire à la rentrée 2020.

Alors qu'en est-il vraiment ?

Un bilan discutable...

Quelques jours avant la fermeture des écoles et établissements pour le départ en congés d'été, on comptait 2740 conventions signées entre une école et une collectivité. Elles concernaient 5287 écoles, soit 8765 groupes d'élèves ou 63 017 élèves.

Spécifiquement au type d'activité proposé, plus de 69% relevaient du volet sport-santé et près de 75% du volet artistique et culturel.

La quasi absence de données pour les établissements du second degré ne permet aucun bilan chiffré.

Si un bilan plus qualitatif du 2S2C reste aujourd'hui difficile à établir selon le ministère en raison de la mise en place très récente du dispositif, il est tout de même évident de s'entendre sur quelques points :

- la communication ministérielle sur le 2S2C a été cacophonique et a empêché toute lisibilité des enjeux et des possibles
- une grande partie des conventions signées a relevé de dispositifs déjà existants auparavant et s'est déroulée de façon plutôt favorable
- les difficultés de mises en oeuvre ont essentiellement concerné les conventions signées là où rien n'existait
- la profession, et souvent les directeurs d'école, ont subi de fortes pressions pour mettre en oeuvre ce dispositif dans un contexte déjà très tendu

Des perspectives de rentrée ?

La question qui se pose aujourd'hui au ministère est de deux ordres :

- quelle évolution du 2S2C en cas de rentrée sous nouvelle crise sanitaire ?
- quel devenir du 2S2C en cas de rentrée « normale » ?

Le SE-Unsa et sa fédération l'Unsa Éducation, reçus récemment par le ministère spécifiquement sur ce sujet, n'ont pas manqué de donner leur positionnement et poser leurs exigences.

Si nouvelle crise sanitaire il devait y avoir à la rentrée, l'évolution du dispositif dans les écoles ne pourra se faire sans la concertation des acteurs du terrain afin que le cadre national, les missions et temps de chacun soit respecté. Il est pour cela hors de question qu'une nouvelle « concurrence » d'utilisation des équipements s'installe. Chaque intervenant auprès des enfants a à coeur de contribuer au meilleur accueil possible et ne doit en aucun cas se retrouver dans une situation où sa responsabilité et ses compétences ne seraient ni reconnues, ni respectées.

Si crise sanitaire il n'y avait plus à la rentrée, le SE-Unsa exige, d'une part, que le nom même de 2S2C soit abandonné au profit d'une réelle réflexion sur la globalité des temps de l'enfant, remettant en lumière l'intérêt et le

rôle des PEDT(1) et des GAD(2), et d'autre part, que cette réflexion se fasse en concertation avec tous les acteurs et en cohésion avec les réalités locales.

Concernant le 2nd degré, quel que soit le scénario sanitaire, le SE-Unsa demande que soit mis fin aux annonces incohérentes sur l'intérêt éventuel du dispositif : la quasi-absence de mise en oeuvre du 2S2C dans les collèges et lycées, qui n'est pas simplement liée à une réouverture des établissements postérieure aux écoles, doit permettre de tirer les bonnes conclusions quant aux expertises déjà existantes par le métier des enseignants d'EPS y compris dans leurs missions de sport scolaire.

(1)Projet éducatif territorial

(2)Groupe d'appui départemental